

Crise des sous-marins : l'Australie avait de « graves réserves » et la France le savait, contre-attaque Canberra

Après la rupture d'un contrat militaire de plusieurs dizaines de milliards d'euros, le gouvernement australien assure avoir toujours été « franc, ouvert et honnête » avec la France.



Selon le Premier ministre australien, Scott Morrison, il était manifestement devenu clair que les capacités du sous-marin français "ne répondaient pas aux intérêts stratégiques" du pays. AFP/Rohan THOMSON

Par Le Parisien avec AFP

Le 19 septembre 2021 à 08h29, modifié le 19 septembre 2021 à 09h38



10

Après les mots acerbes de Jean-Yves Le Drian, la contre-attaque du Premier ministre australien. Le gouvernement français savait que Canberra avait de « profondes et graves réserves » concernant les sous-marins français, avant que [l'accord d'achat ne soit rompu en fin de semaine](#), a déclaré ce dimanche Scott Morrison.

« Je pense qu'ils auraient eu toutes les raisons de savoir que nous avions de profondes et graves réserves quant au fait que les capacités du sous-marin de classe Attack ne répondaient pas à nos intérêts stratégiques et nous avons clairement indiqué que nous prendrions une décision basée sur notre intérêt stratégique national », a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse à Sydney.

Et d'enfoncer le clou : il aurait été « négligent » d'aller de l'avant avec ce contrat malgré les conseils des services australiens de renseignement et de la défense, qui estimaient que cela irait à l'encontre des intérêts stratégiques de l'Australie. « Je ne regrette

pas la décision de faire passer l'intérêt national de l'Australie en premier. Je ne le regretterai jamais », a-t-il appuyé.

Une salve plus nourrie que celle du ministre australien de la Défense, qui a lui aussi pris la parole pour défendre la franchise de l'Australie vis-à-vis de la France. S'exprimant sur Sky News Australia, Peter Dutton a déclaré que son gouvernement a été « franc, ouvert et honnête » avec la France sur ses préoccupations au sujet de l'accord, qui a dépassé le budget et pris des années de retard.

À lire aussi **Sous-marins australiens : les dessous de la rupture du «contrat du siècle»**

Il a déclaré qu'il comprenait la « contrariété des Français », mais a ajouté que « les suggestions selon lesquelles le gouvernement australien n'a pas signalé ses inquiétudes défont, franchement, ce qui est dans le dossier public et certainement ce qui a été dit publiquement pendant une longue période ». « Le gouvernement a eu des problèmes, nous en avons fait part, et nous voulons travailler très étroitement avec les Français et nous continuerons à le faire à l'avenir. »

Une décision d'« intérêt national »

La France est furieuse de la décision de l'Australie de se retirer d'un

contrat de 90 milliards de dollars australiens (56 milliards d'euros) pour l'achat de sous-marins français en faveur de navires américains à propulsion nucléaire. Elle a [rappelé ses ambassadeurs à Canberra et Washington](#), les capitales australienne et américaine, et accusé ses alliés de « mentir » sur leurs projets.

Samedi soir, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a évoqué un « mensonge (...), une duplicité (...) une rupture majeure de confiance ». [Interrogé sur France 2](#), il a qualifié la situation de « crise grave ». Il estime que cela aura des conséquences sur l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique nord). Il considère également que les Européens doivent s'« unir et défendre ensemble leurs propres intérêts ».

VIDÉO. Sous-marins nucléaires : Jean-Yves Le Drian évoque un «mensonge» et une «crise grave»



Peter Dutton a déclaré qu'il a personnellement exprimé ses préoccupations à son homologue française, Florence Parly, et a souligné la « nécessité pour l'Australie d'agir dans son intérêt national ». Il consiste, selon lui, à acquérir des sous-marins à propulsion nucléaire. « Compte tenu de l'évolution des circonstances dans la région indo-pacifique, pas seulement maintenant mais dans les années à venir, nous devons prendre une décision qui était dans notre intérêt national et c'est exactement ce que nous avons fait », a-t-il ajouté.

Newsletter L'essentiel du matin

Un tour de l'actualité pour commencer la journée



[S'inscrire à la newsletter](#)[Toutes les newsletters](#)

Selon le ministre australien, Canberra n'était pas en mesure d'acheter des navires à propulsion nucléaire français car ils doivent être rechargés, contrairement aux sous-marins américains. Seuls ces derniers conviennent donc à l'Australie, qui est un pays dénucléarisé.

Dans la rubrique International

[«La page Bouteflika était tournée depuis deux ans» : à Marseille, Algériens et Franco-Algériens divisés](#)

[Rappel des ambassadeurs : 5 minutes pour comprendre l'impact de la décision de la France](#)

Abonnés [Crise des sous-marins : les États-Unis espèrent que la France finira par comprendre](#)

 [VOIR LES COMMENTAIRES](#)

Les plus lus, International

- | | |
|--|---|
| Crise des sous-marins : les États-Unis espèrent que la France finira par comprendre | 1 |
| Réfugiés : des associations françaises dénoncent les expulsions «indirectes» vers l'Afghanistan | 2 |
| Comment les forces françaises ont «neutralisé» le chef du groupe Etat islamique au Grand Sahara | 3 |
| Afghanistan : les talibans remplacent le ministère des Femmes par celui de la Prévention du vice | 4 |
| Qui est Adnan Abou Walid al-Sahraoui, l'impitoyable chef djihadiste au Sahel tué par les forces françaises ? | 5 |

International



Abonnés **Crise des sous-marins : les États-Unis espèrent que la France finira par comprendre**



«La page Bouteflika était tournée depuis deux ans» : à Marseille, Algériens et Franco-Algériens divisés



Abonnés **Algérie : Abdelaziz Bouteflika, le dernier combattant**



Rappel des ambassadeurs : 5 minutes pour comprendre l'impact de la décision de la France

